**II.**

Perte de confiance des acteurs financiers : **arrêt brutal des crédits** interbancaires et des crédits aux entreprises. Celles-ci arrêtent d’investir et d’embaucher.

Les banques détiennent alors des actifs qui ne valent plus rien ou presque  : crise financière  (400 banques disparaissent en 4 ans aux EU dont Lehmann Brothers).

60.000 Milliards de dollars disparaissent du fait de la crise, soit l’équivalent du coût d’une guerre mondiale…

Aux EU, trois facteurs aggravant :

Poursuite de la périurbanisation et modèle de la propriété individuelle.

Déréglementation très poussée : possibilité de prêter à taux variables à des ménages non solvables avec hypothèque des biens.

Titrisation à outrance : les courtiers vendent les prêts aux banquiers qui les transforment en actifs financiers revendus mélangés à d’autres sur le marché mondial.

Fin 2006 : les taux variables (des prêts immobiliers) augmentent : les ménages les plus pauvres ne peuvent rembourser et doivent vendre leurs maisons: les prix de l’immobilier s’effondrent : **explosion de la bulle** spéculative.

Des millions d’américains doivent quitter leurs maisons saisies par les banques (prêts hypothécaires).

Plus de liquidités

**Nécessaire intervention de l’Etat**.

**Crise sociale**.

**Crise économique**.

Effondrement des prix de l’immobilier = effondrement du patrimoine des ménages.

Baisse du cours des actions (moins 25% à l’échelle mondiale entre 2007 et 2012) : baisse des revenus des salariés actionnaires et de certains retraités (fonds de pension).

Effondrement de la demande = augmentation du **chômage** (+ 5 millions en Europe par ex).

**Récession**: contraction du commerce international (moins 40% pour les exportations mondiales entre 2008 et 2009).

**Prêts plus faciles :** endettement des plus pauvres (aux EU, dettes des ménages X 10 en 20 ans)

**Formation de bulles** spéculatives (2000-2007 : X2 du prix de l’immobilier mondial)

**III.**

Insuffisance des règles.

Montée des **extrêmes** (Ex : Front national en France, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne.

Intervention de l’Etat : **« re-régulation ».** Coopération dans le cadre du G20 et création de nouvelles règles (timides et en cours) confiées en partie à des organisations internationales comme l’OCDE.

Au total :

**Nécessité d’adapter les gouvernances à toutes les échelles.**

Mais monde de plus en plus multipolaire (et donc divisé), dominé par les puissances anciennes (Eu, UE, Japon) mais aussi émergentes (Chine, Inde, Brésil, Russie……)….

1. A l’été 2009 les pays du G20 injecte 20.000 milliards de dollars (= le tiers du PIB mondial). Entre 2006 et 2011 les EU injectent l’équivalent de 9 fois le PIB de l’Afrique dans leur économie.

Intervention de l’Etat (1)

**Crise politique**

Remise en cause du système libéral occidental : montée de **l’islamisme.**

Critique de la mondialisation : **altermondialisation.**

Risque d’aggravation de la crise à l’échelle mondiale.

Formation de nouvelles bulles spéculatives : immobilier et bourses en Chine (krach été 2015).

Plus de liquidités.

Taux d’intérêts historiquement bas  (jusqu’à 0% !).

La crise perdure avec 4 problèmes majeurs : chômage fort, départs (perte du capital humain), accélération de la délocalisation, baisse de l’investissement et de la recherche.

Augmentation de la **crise sociale**.

Les salariés payent l’addition : baisse des salaires et des prestations sociales, augmentation des impôts.

Politiques d’**austérité** encouragée par le FMI et demandée par les acteurs financiers (banques, agences de notation…).

Augmentation très rapide des **dettes publiques** (en France passe de 64 à 94 % du PIB entre 2007 et 2014) car les dépenses explosent alors que les recettes diminuent du fait de la crise.

**Plans de relance.**

**Nationalisations** et /ou **recapitalisations.**

Rôle accru des **banques centrales** (Ex : FED ou BCE) : baisse des taux d’intérêts, création monétaire,..

**I.**

*(6) Influence forte pour promouvoir ces idées des économistes américains comme le prix Nobel Milton Friedman, fondateur de l’école de Chicago.*

Echelle régionale : métropolisation, littoralisation, héliotropisme, ….

Triomphe des idées libérales au niveau du **commerce**: baisse des droits de douanes, poursuite de la dérèglementation (rôle de l’OMC).

**Libéralisation** du secteur financier (décloisonnement (1) et désintermédiation (2).

**Augmentation des inégalités spatiales :** sélection des territoires

Echelle mondiale : mise en place d’un monde multipolaire découpé en territoires attractifs, répulsifs ou en marge.

Explosion des flux (X6 en 20 ans) et des stocks (X4) de capitaux.

La baisse des impôts sur les entreprises  a pour conséquence **l’augmentation de la dette des Etats mais enrichissement des actionnaires**

Echelle locale : gentrification, …..

Effondrement du communisme en Europe (1989-1991) : le système capitaliste reste le seul modèle.

Triomphe des idées libérales sur le mode de **gouvernance des entreprises**: financiarisation de l’économie réelle.

Triomphe des idées libérales au niveau du rôle de l**’Etat** : intervenir le moins possible (Etat régalien).

Triomphe des idées libérales (dites parfois ultra ou néo libérales) (6)  dans le domaine **financier**: croyance à l’auto régulation totale des marchés (Ex : Alan Greenspan).

**Défiscalisation** : baisse des impôts des entreprises pour les rendre compétitives (moins disant fiscal).

**Nouveaux outils financiers** comme la titrisation (3) ou les produits dérivés (ex : effet de levier).

Libéralisation de l’économie : **dérèglementation**: les règles sont assouplies ou supprimées au profit des entreprises, en particulier les banques.

Augmentation des dividendes et des salaires des hauts dirigeants (parachute doré,…). Affirmation d’une **oligarchie mondiale** avec ses figures (Bill Gates, Waren Buffet..) ou ses lieux (forum de Davos)

**Augmentation des inégalités sociales et du chômage** (0.7% de la population mondiale (32M) possède 45% des richesses. A l’inverse un enfant sur 4 au RU vit en dessous du seuil de pauvreté).

**« Economie casino »** : très forte instabilité des marchés (1971-2008 : 24 crises financières successives comme la bulle internet de 2000 ou la crise asiatique de 2007).

Rémunérations délirantes des traders (golden boy) : entre 2001 et 2006 : 63 milliards de dollars de primes pour la seule bourse de NY, l’équivalent du PIB annuel du Maroc.

Augmentation des liquidités disponibles.

Début des années 70 : fin de la période de prospérité et de haute croissance (30 glorieuses) : volonté de l’Europe de l’Ouest et des Etats-Unis de continuer à s’affirmer face à l’URSS et au Tiers-Monde : **décision politique** d’accélérer la mondialisation (qui est l’extension du capitalisme à l’échelle mondiale). Création du G7 en 1975 symbole de cette nouvelle ère.

Baisse de l’investissement et de la recherche (4)

Baisse des salaires.

Délocalisations. Au profit de certains pays à bas couts, accessibles et à la main d’ouvre bien formée : les futurs émergents. DIT.

Rentabilité maximale exigée (souvent de l’ordre de 15%/an) : logique de court terme intenable sur le long terme.

**Accélération** aves l’arrivée de M. Thatcher en GB (1979) et R. Reagan aux EU (1981).

1. *En France, en 20 ans, la part des dividendes dans le bilan des entreprises passe de 30% à 80% au détriment de l’investissement, de l’innovation et des salaires.*

(3) *Titrisation : transformation d’un prêt étudiant, d’un crédit immobilier, …. en un actif financier. Atteint en 2006 dix fois le PIB mondial.*

1. *Décloisonnement : Suppression des barrières établies après 1929 entre les différentes activités financières.*
2. *Désintermédiation : possibilité de choisir librement ses intermédiaires financiers.*

Conséquence dans les années 1970 **: Rupture économique** avec le système mis en place après la crise de 1929 et la GM2 (Bretton Woods) : appelé **nouveau régime d’accumulation financière**.